

**PROCESSUS DE STRATIFICATION SOCIALE
ET ACTION DE VULGARISATION
SUR LES HAUTS PLATEAUX MALGACHES**

par Jacques CHARMES (*)



Les études monographiques menées par les anthropologues, sociologues ou économistes, sont souvent critiquées - à juste titre d'ailleurs - comme étant des approches trop particularistes ou trop ponctuelles, en ce sens qu'elles donnent lieu à des variations sur la spécificité du cas étudié, sans toujours essayer de dépasser ce niveau d'analyse par l'adoption d'un point de vue plus global, au moins comparatif.

A travers notre expérience en la matière, dans une communauté villageoise des Hauts Plateaux malgaches (1), nous voudrions tenter de montrer que la monographie peut aboutir à un certain degré de généralité explicatif.

Nous sommes, bien entendu, parfaitement conscient du fait que les résultats d'une étude monographique dépendent de l'approche théorique et méthodologique adoptée. La monographie classique étudie une multitude sinon l'ensemble des aspects de la réalité : en ce sens, elle est globale, totale; mais elle n'est pas totalisante : il n'est pas fait de lien entre les divers aspects; l'approche est descriptive, non pas explicative. Et en raison même de cet a priori méthodologique et théorique, de telles études sont difficilement utilisables pour parvenir à la compréhension des processus d'évolution et de changement.

(*) Chercheur au Centre O.R.S.T.O.M. - Tananarive.

(1) Sud de la sous-préfecture de Manjakandriana, Préfecture de l'Imerina Central.

L'approche monographique que nous voulons défendre est tout autre : par exemple (1), à partir de la structure économique de la communauté villageoise, nous essaierons de comprendre les changements qui s'opèrent au niveau idéologique et leurs significations. Comment la réalité ainsi perçue va-t-elle réagir et évoluer au contact d'un facteur extérieur : l'opération de vulgarisation, signe de la volonté du politique ?

Autrement dit, il s'agit de développer la totalité à partir d'un de ses éléments, et cela dans deux directions : d'une part la totalité homogène que constitue la communauté villageoise, à partir de sa structure économique; d'autre part la totalité homogène plus large que constitue la région (ou l'ethnie, etc ...) à partir d'un de ses éléments villageois.

Nous allons essayer d'illustrer ces propositions. Le projet de mise en culture rationnelle des collines dans un village du Sud de l'Imerina Central va nous en fournir la matière.

Pour saisir la structure économique actuelle de la société villageoise, nous procéderons à une analyse typologique des familles, analyse dont les critères déterminants amènent à recenser tout d'abord les conséquences actuelles de la mise en contact d'une société traditionnelle non marchande avec un système basé sur les rapports marchands.

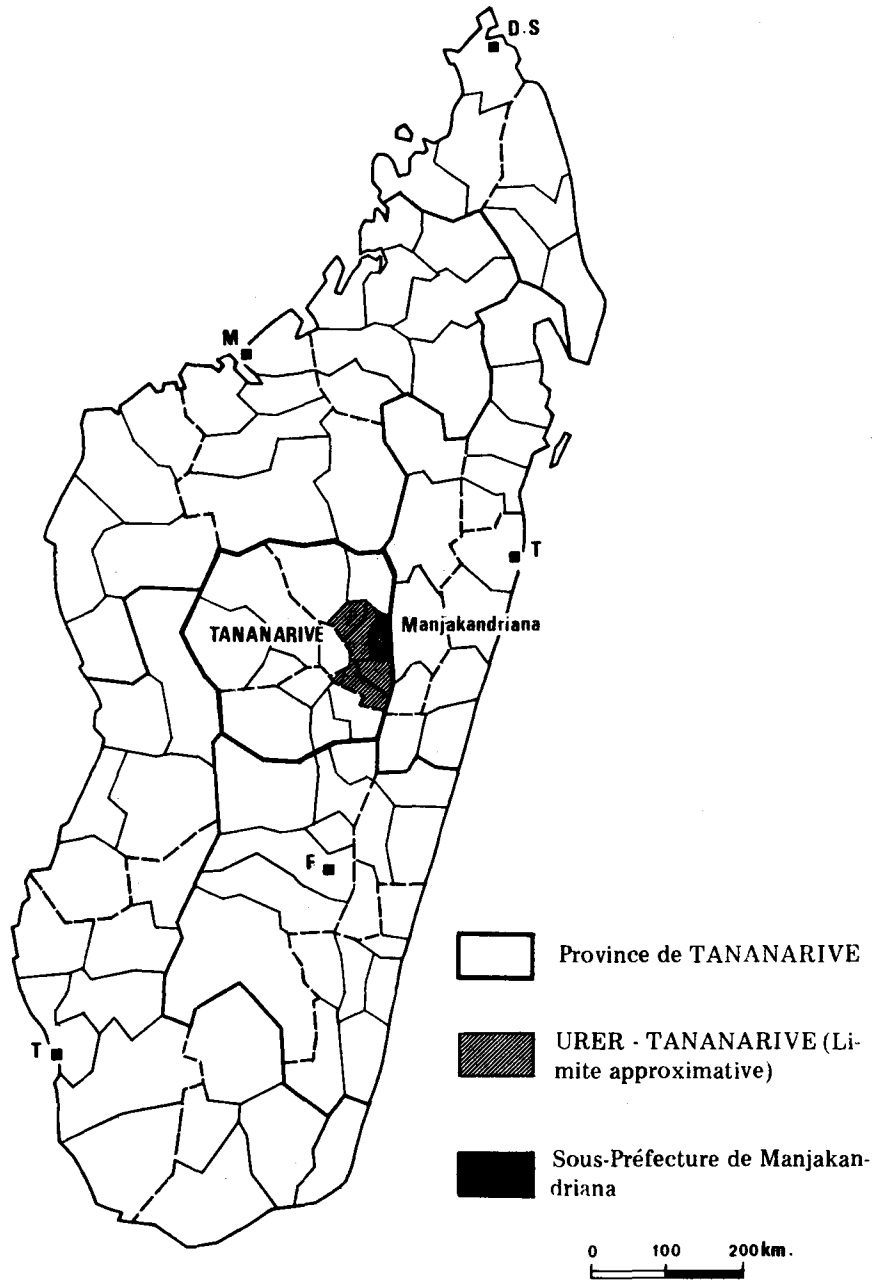
Les besoins monétaires auxquels doivent faire face les paysans peuvent être résolus de trois façons :

1 - Soit - et c'est la solution la plus ancienne - on vend une partie de la récolte de riz aux collecteurs qui, le plus souvent, font office d'usuriers lorsque, au moment de la soudure, les paysans sont obligés de racheter du riz au prix fort, pour pouvoir se nourrir jusqu'à la prochaine récolte; laquelle récolte, ils devront vendre pour rembourser notamment les prêts et crédits usuraires qui leur auront été consentis lors de la soudure. Le cercle se referme alors en se consolidant.

2 - Soit - solution plus récente - on se met à pratiquer un travail, salarié ou non, mais en tout cas permettant de se procurer l'argent nécessaire, en dehors de sa propre activité agricole. C'est cette solution que nous regroupons sous le terme générique de «travail à l'extérieur».

3 - Soit - solution qu'essaie d'implanter la politique agricole du gouvernement par l'intermédiaire du projet de mise en culture rationnelle des collines - on se met à pratiquer des cultures de rapport. Produire pour vendre, non plus au gré des besoins mais bien systématiquement, tel est l'avenir auquel on destine la paysannerie.

(1) Il s'agit d'un exemple, c'est-à-dire qu'il ne doit y avoir là rien de systématique. Si nous avons choisi le niveau économique comme point de départ de l'investigation, c'est parce qu'il nous semblait être le plus pertinent pour le cas étudié. Tout autre niveau peut être choisi comme départ, selon les cas.



Si, en apparence, le choix est libre entre ces diverses solutions, il ne l'est pas dans la réalité des choses. Pour le montrer, il faut croiser trois caractéristiques ou critères principaux, croisement qui nous permettra d'aboutir à une typologie.

- Un premier critère est celui que nous appellerons «caractéristiques de l'exploitation familiale». Il désigne d'une part la force de travail disponible dans la famille, par rapport à la taille de la famille; d'autre part l'importance du moyen de production disponible : la terre, et principalement les rizières (1).

Ce premier critère est un critère différenciateur par rapport aux deux autres qui sont des critères permanents et stables pour l'ensemble des familles, du moins à un niveau régional.

- Le second critère est celui constitué par le calendrier cultural. Mis en rapport avec le premier critère différenciateur, il devrait intégrer les temps de travaux, et surtout, le type de travail utilisé (travail familial, travail d'entraide, travail salarié). Et cela, de manière explicative. En effet, de la taille du moyen de production-terre dépendent les temps de travaux nécessaires; de l'importance de la force de travail disponible dépendent les temps de travaux possibles; par contre, les temps de travaux réellement effectués selon l'un des trois modes précédents (familial, d'entraide ou salarié) seront fonction de la mise en rapport des deux premiers critères avec le troisième.

- Le troisième critère est en effet celui constitué par le calendrier des besoins monétaires. C'est ici que va se situer l'étude des stratégies différentielles des diverses familles. L'importance des besoins monétaires (leur maximisation par certains, leur minimisation par d'autres) va en effet rendre nécessaire l'apparition d'une certaine division du travail (travail d'auto-subsistance - travail rémunéré) à l'intérieur des familles, tout comme entre les familles (2).

(1) Les rizières sont traditionnellement considérées comme la seule richesse foncière. Les cultures de collines ne sont jamais considérées que comme un appoint.

(2) Ce dernier cas peut se concrétiser ainsi : une famille peut consacrer tout ou partie de sa force de travail à des gains monétaires; elle sera alors obligée d'utiliser le salariat (main d'oeuvre constituée par la force de travail des autres familles) pour cultiver ses terres.

Ainsi, au terme de ce triple croisement, nous croyons pouvoir comprendre le choix effectué entre les trois solutions énoncées plus haut (usurier, travail à l'extérieur, cultures de rapport) : choix qui dépend en fin de compte de la situation économique et sociale de chaque famille (1).

1 - L'APPLICATION DU PREMIER CRITERE : «CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION FAMILIALE» débouche sur le problème de la division foncière

Ceux qui disposent de rizières en importance adéquate par rapport à la taille de la famille correspondante, sont en effet :

- **Groupe I (1ère génération) : Les Anciens.** La répartition du patrimoine foncier intervient à l'intérieur des familles dès que la génération suivante acquiert son indépendance, en général par le mariage. Une fois la répartition effectuée, la part attribuée aux Anciens reste stable jusqu'à leur mort.

- **Groupe II (2ème génération) : Les membres de la génération qui suit celle des Anciens.** Il s'agit là d'une phase transitoire dans la mesure où un regroupement des terres a pu intervenir par voie d'héritages et où une nouvelle répartition n'est intervenue que partiellement ou pas du tout, selon le rythme d'acquisition de l'indépendance par la nouvelle génération.

- Et lorsque la répartition a effectivement lieu, ce groupe II se scinde en deux. Pour les **groupes III (2ème génération) et IV (3ème génération)**, il y a dès lors inadéquation entre taille des rizières et taille de la famille.

Le groupe I ne connaît généralement pas de soudure. Le groupe II n'en connaît pas non plus, ou alors elle est limitée à 2-3 mois (2). Les groupes III et IV ont une soudure supérieure à 3 mois et pouvant aller jusqu'à 6-7 mois.

(1) Cependant, nous devons préciser tout de suite que l'établissement de ces critères n'a pas donné lieu à des calculs précis. D'abord parce que cette méthode analytique a été mise au point après l'enquête sur le terrain; ensuite parce qu'une enquête de temps de travaux et budgets familiaux s'avère très lourde et très coûteuse, et ne peut intervenir qu'après un séjour assez prolongé sur le terrain (phase de mise en confiance).

Nous pensons d'ailleurs que l'établissement de chiffres très précis sur un échantillon de 77 familles, n'a d'intérêt que s'il sert à établir des tendances approximatives : ce que nous avons essayé de faire assez empiriquement.

Une méthode intermédiaire entre l'empirisme pur et la précision statistique eût été la méthode de sémiologie graphique mise au point par Bertin. Encore fallait-il disposer à cet effet d'une matrice graphique. Nous pouvons envisager d'y recourir dans un approfondissement ultérieur de cette étude.

(2) Ces chiffres et ceux qui suivent sont cités à titre indicatif. Ils ne peuvent évidemment pas être généralisés.

Si la taille moyenne des rizières dans l'exploitation traditionnelle est estimée dans les documents officiels à 60-65 ares (environ 20 repiqueuses (1), plus significative à notre avis est la taille modale (2) qui est d'environ 30 ares (10 repiqueuses).

Or, on constate que les valeurs supérieures à cette taille modale de 10 repiqueuses correspondent à peu près strictement à la taille modale de la famille (4-5 personnes). C'est le groupe II (2ème génération) qui se trouve ainsi représenté.

Les familles peu importantes (moins de 3 personnes) sont corrélées approximativement à la valeur modale des rizières. Il s'agit là du groupe I des Anciens.

Le reste des données se répartit comme suit : le groupe III et une partie du groupe IV se caractérisent par de faibles tailles de rizières et de la famille (sous-modales); le reste du groupe IV, par l'importance de la taille de la famille (supra-modale) et la faible taille des rizières (sous-modale) (3) (4).

Il faut faire à ce point deux remarques :

1 - Tout d'abord, il s'agit ici d'une analyse statique, et non d'une analyse dynamique. La classification ne préjuge pas de l'avenir des groupes, en ce sens que la dernière génération (groupe IV) n'est pas appelée à se transformer dans le temps en groupe II ou I.

2 - D'autre part, il existe des exceptions notables à cette classification. Nous allons y revenir plus loin. Il serait faux, en tout cas, de penser que la seule différenciation sociale et économique provienne de l'évolution interne du système traditionnel. Et les exceptions à la classification, ainsi que les différenciations à l'intérieur de chaque groupe représentent en fait l'action des éléments exogènes.

2 - L'APPLICATION DU SECOND ET DU TROISIEME CRITERES : TRAVAUX AGRICOLES ET BESOINS MONETAIRES

C'est dans le seul but de l'exposition que nous avons distingué ces deux critères. La liaison, qui existe entre les deux, transforme leur caractère de permanence et de stabilité en caractère de différenciation. Ils constituent en fin de compte le critère différenciateur externe.

- (1) En milieu rural malgache, la surface des rizières est estimée au nombre de journées de femmes nécessaires pour repiquer les rizières (une repiqueuse équivaut à peu près à 3 ares).
- (2) Mode et médiane semblent correspondre (en première approche).
- (3) C'est finalement pour ces deux derniers groupes qu'est atteint le seuil de saturation estimé à 11 ares par habitant (équilibre Production-Consommation). Cf. SCET-International : «Imerina. Etude régionale». 1963.
- (4) Pour établir ces corrélations, nous avons établi un tableau à double entrée : Numéro des familles - Caractéristiques des familles. Mais cet appareil était difficilement maniable puisque, pour interchanger familles et caractéristiques, il fallait recommencer la totalité du tableau, d'où l'intérêt du système de Bertin.

Réexaminons les divers groupes à la lumière de ce dernier croisement.

- **Le groupe I des Anciens** : Ceux-ci ne travaillent pas eux-mêmes leurs terres, du moins en général. La force de travail dont ils disposent est celle de leur descendance plus ou moins large; alors qu'au contraire la taille des terres dont ils disposent est inversement proportionnelle au nombre de leur collatéraux, ainsi qu'à l'importance de leur descendance.

Un tel système permet d'avoir une emprise croissante sur la nature lorsque la terre n'est pas limitée. Lorsqu'elle le devient, lorsque la frontière est atteinte, le système voit se développer en son sein une contradiction fondamentale : travaux agricoles et besoins monétaires (travaux à l'extérieur) exigent une force de travail importante, donc une descendance-dépendance nombreuse. Et, en sens contraire, l'accroissement de la descendance s'oppose au maintien d'un patrimoine foncier suffisant; le mécanisme structurel expansionniste se transforme en mécanisme régressif.

Pour illustrer le cas de ce groupe, on peut citer trois exemples pris au village :

1er cas : La descendance du vieux A qui eut deux femmes est nombreuse. Ses nombreux dépendants l'aident financièrement ainsi que pour les divers travaux agricoles. Lui-même ne fait pratiquement plus rien et passe une vieillesse heureuse à méditer.

2ème cas : Le vieux B, frère de A, a eu une descendance moins nombreuse. Il dispose de terres en moindre quantité que A, probablement parce que sa mère fut répudiée par leur père (1). C'est sans doute là une des raisons qui a poussé ses descendants à chercher du travail à l'extérieur, comme marchands ambulants. Ils ne reviennent guère qu'au moment des labours et de la moisson. Et le vieux B est obligé de travailler seul une partie de ses terres, ne pouvant d'ailleurs les exploiter dans leur totalité. Si, idéologiquement, il continue à se réjouir de l'assistance que lui apportent ses enfants, son entourage le plaint d'avoir ainsi été abandonné par les siens.

3ème cas : Le vieux C et sa femme n'ont pas eu d'enfants. Il pallie ce manque grâce à des ressources monétaires qu'il tire des charges officielles qu'il occupe et de l'excédent de sa récolte de paddy qu'il peut vendre au moment de la soudure.

C'est un homme riche; A l'est aussi mais dans une moindre mesure : c'est une richesse de type traditionnel plutôt que de type moderne ou monétaire. B est un homme pauvre.

- (1) Pour approfondir ce problème de la différenciation à l'intérieur de ce groupe, il aurait fallu recueillir les généalogies avec un très grand degré de précision. Ce prolongement de l'étude doit absolument être envisagé. Sinon nous nous heurterons à une apparence banalité : la différenciation actuelle résulte d'une différenciation antérieure.
- (2) Sans doute les règles d'héritage jouent-elles peu (les aînés reçoivent une plus grande part; dans l'ordre : l'aîné de la première femme, l'aîné de la seconde, le cadet de la première, etc ...).
- (3) Le facteur démographique doit être déterminant, ce qui va dans le sens de la contradiction définie plus haut.

C fait cultiver ses terres entièrement par le salariat. Il se justifie en disant que cela lui coûterait plus cher de faire appel à l'entraide-don de travail (1). En fait, il n'en a pas la possibilité.

A au contraire utilise le pouvoir que lui permet son ancienneté pour faire appel à l'entraide *findramana* (entraide-don de travail). C'est une forme d'entraide réservée aux personnes influentes par laquelle celles-ci font appel à des parents et connaissances pour venir travailler leur terre; en contrepartie de quoi un repas copieux avec viande leur est offert.

Quant à B, s'il travaille encore lui-même péniblement, il ne peut tout faire à lui seul. Tant qu'il disposait de toute sa force, il pouvait entrer dans l'entraide-échange de travail : le *valin-tànana*. Mais quand l'heure vint où il ne put rendre le travail reçu, il dut faire appel au salariat grâce aux contributions financières de ses enfants. Ce qui frappe dans cet exemple, c'est la reconstitution du *findramana* sur la base du salariat.

- Le groupe II est sans conteste le plus dynamique. Disposant d'une force de travail importante, une division du travail peut y apparaître.

La division des terres n'étant pas encore ou peu intervenue, la cohésion familiale est conservée sous la forme d'une interdépendance réciproque. Les hommes jeunes ou relativement jeunes du groupe partent à la ville ou plus généralement à l'extérieur pour gagner l'argent nécessaire à l'ensemble du groupe, le plus souvent à la mort-saison des travaux agricoles, comme marchands ambulants (salariés de gros patrons parvenus), scieurs, etc ... Mais ils reviennent toujours au moment des grands travaux. Il arrive parfois que le père exerce ou ait exercé un métier plus ou moins permanent à la ville (coiffeur, marchand, chauffeur, etc ...).

Dans ces cas là, les femmes se retrouvent seules et sont chargées d'assurer la bonne marche de l'exploitation, suivant en cela les directives que leur ont données les hommes à leur départ. Ces femmes se voient ainsi confier les travaux de cultures sèches sur collines, ce qui les amène à rentrer dans l'entraide, mais surtout à embaucher des salariés.

(1) Voici les principales dépenses monétaires occasionnées par les travaux d'une rizière de 10 repiqueuses : (1 FMG - 0,02 F.F.).

- labour à la charrue : 1.000 FMG.
- nivellement à la herse : 1.500 FMG.
- repiquage : 10 femmes x 100 = 1.000 FMG.
- engrais : 2 à 4 sacs en 2 périodes (repiquage et sarclage) : 1.600 FMG.
- moisson : salaire des ouvriers (ou repas de l'entraide) : 1.000 FMG.
- battage : 3 hommes x 150 = 450 FMG.

Ce sont les seuls cas d'exploitations réellement dynamiques. Les gains d'argent à l'extérieur ont évidemment de multiples utilisations, mais ils servent aussi à moderniser l'exploitation, soit en diversifiant ses activités : élevage de boeufs de fosse, porcs, soit en permettant d'acquérir des instruments de production modernes : attelage avec charrue et herse. Sans doute y a-t-il là une stratégie à long terme pour remplacer le travail incertain du chef de famille à la ville. Or, l'URER (1) entendait développer les travaux à façon, car ce n'est qu'à long terme que la culture attelée se généralisera. Si l'on tient compte du fait que le labour d'une rizière de 10 femmes revient à 1.000 FMG, que le labour à la charrue est pratiqué partout, les seuls exploitants labourant à l'*angady* (2) étant les possesseurs de toutes petites parcelles, on se rend compte alors que ce travail peut être très lucratif, d'autant plus que la concurrence est encore faible (3 attelages sur 77 familles).

On peut donc dire que par rapport au premier groupe composé d'inactifs mais pouvant mobiliser une force de travail dépendante ou salariée relativement importante, ce second groupe se caractérise par un nombre de membres actifs supérieur au nombre de membres inactifs. Comme ce groupe dispose de terres en quantité assez grande, on peut penser que l'équilibre serait atteint entre les besoins et les disponibilités en forces de travail et en produit physique. Mais si justement ce n'est pas cette solution qui se trouve réalisée, c'est parce que débouchés et structures de commercialisation ne répondent pas aux nécessités de la transformation du produit physique en produit monétaire. L'écoulement local des produits (il y a un marché pour chaque jour de la semaine dans un rayon de 12 km autour du village) est réduit du fait de la distance et du transport par les femmes sur la tête. Les prix pratiqués n'y sont guère plus intéressants que ceux proposés par les collecteurs de passage. Pourtant, il faut noter que ces collecteurs sont en mesure de pratiquer des prix supérieurs aux prix de vente au marché d'Isotry à Tananarive; ceci provient du fait que l'écoulement se fait parfois vers Tamatave où les prix sont plus élevés : la province de Tananarive fait oublier que la Côte Est est toute proche.

Toujours est-il que la réponse : «On ne savait pas qu'on pouvait gagner de l'argent sur les collines !» n'était pas si rare. Si donc l'équilibre physique peut être atteint facilement et directement dans le cas présent, le choix d'une solution plus complexe et indirecte s'explique par la quête nécessaire de l'argent. L'autosubsistance n'existe plus.

Ne connaissant pas ou peu la soudure, ces familles peuvent libérer pendant tout ou partie de l'année la plus grosse part de leur force de travail qui va s'investir (pour un terme plus ou moins long) dans des occupations plus rémunératrices que le travail agricole. Ceci permet de bénéficier des termes de l'échange favorables aux travaux non agricoles par rapport aux travaux agricoles. D'où l'intérêt de libérer la totalité de la force de travail et de faire travailler les rizières - et éventuellement les collines - par des salariés.

(1) URER : Unité Régionale d'Expansion Rurale. C'est la structure chargée de vulgariser la mise en valeur des collines.

(2) «Angady» : bêche malgache.

Ces salariés sont fournis localement par le groupe IV. Mais avant d'étudier ce groupe, il nous faut ajouter que le groupe II comprend également des éléments qui diffèrent quelque peu de ceux déjà décrits.

On peut en effet faire rentrer dans ce groupe les familles pour lesquelles la division des terres a déjà été opérée, mais où l'exploitation continue à former un tout. On n'y remarque pas cependant une division du travail aussi claire que précédemment. Assez curieusement, c'est parmi les Anciens de ce sous-groupe que se recrutent les élus ou les responsables administratifs locaux. Ce fait - apparemment curieux - provient de ce que les Anciens de ce sous-groupe ont un âge respectable qui leur donne un poids social important; mais contrairement au groupe I, ils appartiennent à une génération - la suivante - pour laquelle le pouvoir moderne a une importance au moins aussi forte que le pouvoir traditionnel; d'autre part leur âge n'est pas suffisamment avancé pour qu'ils s'éloignent d'eux-mêmes, ou soient éloignés, des fonctions administratives modernes.

Les fonctions qu'ils occupent leur évitent de s'expatrier. Ils peuvent bénéficier sur place de termes de l'échange favorables. Peut-être est-ce là aussi la raison qui a fait que leurs dépendants sont restés au village. Ils peuvent y acquérir - mais ce n'est pas toujours le cas - des fonctions culturelles ou techniques ou administratives qui les fixent plus ou moins définitivement.

Ce qui distingue ces aînés et ces cadets par rapport à ceux qui forment les groupes III et IV, c'est la possession de terres suffisantes pour leur éviter la soudure. Sans doute le facteur démographique (qui forme l'un des deux pôles de la contradiction définie plus haut) a-t-il dû être, au moins partiellement, déterminant.

On peut penser que ce sous-groupe est également dynamique, quoique dans une moindre mesure que le précédent. S'ils n'hésitent pas à investir en inputs divers (engrais, etc ...), ils n'investissent pas en capital (charrue ...). Peut-être parce qu'ils ont trouvé sur la terre de leurs Ancêtres des occupations lucratives que les autres vont chercher ailleurs, tout en prévoyant leur retour.

Pour toutes ces catégories : groupe I et les deux sous-groupes II, le calendrier agricole et monétaire joue peu : la saisonnalité des travaux agricoles et monétaires n'influe guère sur l'utilisation qui est faite de la force de travail familiale. Le croisement des trois critères est néanmoins intéressant dans leur cas parce qu'il devrait permettre de calculer les bénéfices qu'ils retirent des termes de l'échange (ou des termes du don dans le groupe I) : ceci implique néanmoins une quantification de l'entraide et du salariat pour la riziculture, mais aussi pour les collines dans le cas du groupe II, actuellement le seul à produire partiellement pour le marché.

- Avec les groupes III et IV, nous rentrons dans une contradiction apparente. Vue l'exiguïté de leurs terres, il semblerait que la force de travail dont dispose chaque élément de ces deux groupes, suffise à mettre en valeur ces terres. Or, il n'en est rien. On peut constater que c'est dans ce cas précis que l'entraide-échange de travail est

restée relativement vivante et - fait très intéressant - vis-à-vis du groupe II, le travail fourni par les groupes III et IV s'échange contre de l'argent. La réciprocité est devenue monétaire (1).

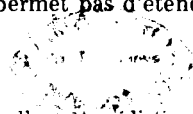
Là se situe la véritable coupure économique et sociale de la communauté. Le groupe I est en effet appelé à disparaître pour se fondre à la mort de ses membres, dans le groupe II.

Si l'on tient compte du fait que pour un certain nombre de familles de ces groupes III et IV, la soudure commence dès le mois d'août (4 ou 5 mois après la récolte), le maintien de la forme traditionnelle de coopération dans le travail permet de consacrer l'argent issu des rapports de salariat avec le groupe II pour acheter le riz nécessaire. Ainsi peut-on affirmer qu'une partie de l'argent gagné à l'extérieur par le groupe II est redistribué dans la communauté villageoise. Cette redistribution provient de la complémentarité qui se crée entre deux corrélations : d'une part, les emplois rémunérés à l'extérieur et la culture des terres par le travail salarié, d'autre part, le salariat agricole sur place et le maintien des formes d'entraide.

Néanmoins, cette redistribution est insuffisante lorsqu'arrive l'époque des grosses dépenses : impôts notamment. Le travail salarié fourni au moment de la moisson a permis de satisfaire certains besoins de consommation. Après la moisson, le riz est provisoirement abondant. L'impôt va tomber en juin-juillet; aussi dès la fin du mois d'avril, les possibilités de travail sur place étant épuisées, on assiste à un véritable exode des hommes de ce groupe. Ils partent comme salariés agricoles vers les régions où le décalage des saisons leur permet de travailler, ou comme scieurs vers Tananarive ou Ambatondrazaka : travail essentiellement temporaire car dès que la soudure commence à se faire sentir, il faut être de retour pour gagner l'argent au jour le jour et sur place, afin d'acheter le riz quotidien de la famille. C'est alors le début des travaux sur pépinières et les premiers labours des rizières. La région autour du village leur offre à nouveau la possibilité de trouver un travail salarié.

Il faut remarquer ici que le salariat agricole permanent, sur place et à l'extérieur, est une des caractéristiques des ménages composés uniquement de femmes (divorcées) (2); le métier de scieur - très dur - est un travail réservé aux hommes jeunes.

Les Anciens du groupe III peuvent rentrer dans une certaine division du travail avec les jeunes du groupe IV, leur permettant par exemple de revenir de l'extérieur bien après les premiers travaux agricoles dont ils se chargent. Mais les groupes III et IV sont profondément coupés l'un de l'autre par de multiples conflits. De toute façon, cette division du travail ne permet pas d'étendre les cultures de collines car



- (1) On peut constater que même lorsque l'argent médiatise les échanges de travail à l'intérieur des groupes III et IV, il n'apparaît pas comme un élément dissolvant, mais au contraire comme un élément conservatoire.
- (2) C'est l'importance des migrations qui a provoqué l'élévation du nombre de divorces, semble-t-il.

celles-ci représentent un investissement en travail et en argent (semences ...) qui ne rapportera qu'au bout de 3 mois au minimum (pomme-de-terre), plus d'un an au maximum (manioc).

Le groupe IV est caractérisé, nous l'avons déjà dit, par l'exigüité des terres (de même que III). A l'intérieur de ce groupe, on peut distinguer d'une part les membres de l'ancienne caste des hommes libres (les *Hova*), en voie de salarisation permanente. Ce sont de futurs paysans sans terres, car le grand nombre des membres de la plus jeune génération qui arrive va faire éclater définitivement le patrimoine foncier. D'autre part, font également partie de ce groupe un grand nombre d'anciens esclaves (les *Andevo*) qui, si l'on peut dire, essayent de parcourir le chemin en sens inverse.

Le métier de scieurs salariés qu'ils exercent pour la plupart, a pour motivations, en dehors des besoins monétaires indispensables, l'accession à la propriété. Car la suppression du système de castes par le colonisateur a eu pour effet de transformer les *Andevo* en métayers de leurs anciens maîtres *Hova*. Pour sortir de leur condition, les *Andevo* essaient d'accumuler suffisamment d'argent (en se faisant scieurs) pour acheter des terres. Mais cette accession à la propriété est difficile (les ventes de rizières - terres des Ancêtres - étant rares) et précaire, car ne permettant pas toujours de se libérer de la tutelle des maîtres (terres peu productives en raison de la proximité d'eucalyptus appartenant aux *Hova*, par exemple).

A côté de ces anciens esclaves, on trouve encore dans ce sous-groupe, les *Hova* qui sont devenus les métayers des anciens nobles (*Andriana*) : ceux-ci ayant des professions administratives ou libérales à la ville, ont en effet laissé leurs terres en métayage. Et là encore le sciage du bois a pour but l'accession à la propriété.

Quant aux ménages composés de femmes-salariées agricoles (et ce n'est pas un cas marginal dans la mesure où le nombre de femmes divorcées est relativement important), leurs stratégies divergent légèrement selon le premier critère. Examinons deux cas :

Dans le cas D, deux femmes adultes et deux enfants, la soudure est de 5 mois; dans le cas E, trois femmes adultes et trois enfants, la soudure est de 8 mois. Dans les deux cas, chaque force de travail a à sa charge une personne (avec en plus un désavantage pour D, en raison de l'âge de la mère). Mais les besoins monétaires ne sont pas strictement proportionnels à la taille de la famille. Ainsi en D, les deux femmes y subviennent tout juste par le salariat et le tissage de rabanes; en E au contraire, la contribution des trois forces n'a pas besoin d'être aussi permanente qu'en D, et il est possible de les libérer partiellement ou temporairement pour cultiver les collines et à un plus haut degré que ne le permet la saisonnalité du salariat en D. C'est-à-dire que lorsque les occasions de salaire se présentent, D y consacre toute sa force de travail, alors que E peut continuer à consacrer une partie de sa force de travail aux cultures sèches sur collines.

Pour conclure sur ce groupe, disons que de même qu'en II le triple croisement permettait d'évaluer l'importance relative de la force de travail vendue et de la force

	<p> Groupe I Ancienne 1ère génération</p>	<p> Groupe II Bourgeoise rurale 2ème et 3ème génération</p>	<p> Groupe III Futurs paysans sans terre 2ème génération</p>	<p> Groupe IV Futurs paysans sans terre 3ème génération</p>
Taille de la famille	<p>Infra-modale < 3 personnes</p>	<p>Modale 4 - 5 personnes</p>	<p>Supra-modale 5 à 10 personnes et plus</p>	
Taille des rizières	<p>Modale 30 ares</p>	<p>Supra-modale de 30 à 60 ares et plus</p>	<p>Infra-modale Moins de 15 ares à 30 ares</p>	
Type de force de travail utilisée	<p>Dépendants (<i>findramana</i>) salariés</p>	<p>Famille-salariés</p>	<p>Famille Entraide - échange de travail (<i>valin-tàmana</i>)</p>	
Activités rémunérées	<p>Activités des descendants-dépendants</p>	<p>Emplois à la ville Fonctions administratives sur place</p>	<p>Activités des descendants (sans dépendance directe)</p>	<p>Salariés agricoles scieurs</p>
Taille de la force de travail disponible	<p>Adéquate aux travaux agricoles et aux travaux rémunérés</p>	<p>Adéquate aux travaux agricoles et aux travaux rémunérés avec priorité à ces derniers</p>	<p>Adéquate aux travaux agricoles en théorie, inadéquate en pratique, en raison de la quête de l'argent</p>	

de travail achetée, de même en III et surtout en IV, il permettra d'évaluer l'importance de la force de travail vendue par rapport à celle conservée pour l'autoconsommation.

Et le fait que le temps de travail effectif soit inférieur au temps de travail nécessaire à la conduite de l'exploitation (phénomène résolu par la conservation de l'entraide) n'est évidemment pas le signe d'un sous-emploi, mais au contraire d'un suremploi de la force de travail, qui dans bien des cas se renouvelle difficilement : travail exténuant (les scieurs disent qu'ils «vendent leur force» ou «vendent leur vie») et nourriture insuffisante s'y opposent.

C'est qu'en effet, l'importance des courants migratoires saisonniers créés par la recherche de l'argent, rend ce renouvellement non nécessaire. Dans la région autour du village, ce courant est orienté Sud-Nord, d'Ambohimiadana et en deçà au Sud, jusqu'au lac Alaotra au Nord.

Chaque groupe I, II, III et IV est donc profondément hétérogène. Bien que nous n'ayons pu appliquer strictement le croisement des trois critères (en l'absence de relevés précis), il faut constater que c'est ce croisement qui nous a permis d'opérer la distinction entre ces groupes, et aussi à l'intérieur de ces groupes. Nous voyons là une preuve suffisante de l'intérêt d'approfondir une telle voie.

Mais avant d'exposer les conséquences de ce processus de structuration sociale sur les résultats prévisibles d'une opération d'intervention telle que le «*projet-tanety*» (1), il convient de pallier l'imperfection de la typologie ci-dessus en décrivant deux cas marginaux principaux : la nécessité de ce complément vient du fait, qu'à notre avis, ce sont ces cas marginaux qui pourront répondre le mieux aux contraintes posées par cette opération.

Ces divers cas répartis en deux groupes F et G peuvent se rattacher au groupe IV pour le rapport de la force de travail à la taille de la famille. Mais par l'importance du patrimoine foncier, ils se rattachent au groupe II. Et il est bien évident que c'est cette dernière appartenance qui est déterminante. En effet, si nous retrouvons toujours la différenciation foncière antérieure à l'origine de la différenciation actuelle, l'étude des stratégies obligées du groupe IV nous permet de comprendre comment la non-soumission à cette nécessité peut se traduire par un début d'accumulation monétaire, à partir de l'activité agricole d'abord qui permet de dégager un surplus à vendre ou à prêter : puis vient l'adjonction d'une activité commerciale lucrative dont les effets se cumulent avec le surplus agricole dégagé. Ce peut-être le commerce de l'épicerie ou de la boucherie, par exemple, mais ce peut être aussi tout simplement le commerce des bêtes : l'élevage. Cependant dans ce dernier cas, il y a toujours une étape intermédiaire : acquisition d'un poste administratif ou d'une technicité recherchée.

(1) «tanety» : colline en malgache.

Les habitants du village distinguent ces «nouveaux riches» (groupe F) des «riches de toujours». Autrefois c'étaient des gens pauvres, dit-on; mais c'était avant qu'intervienne un regroupement foncier, ou au moins l'acquisition d'une technicité.

Il apparaît ici que ce sont les individus qui ont trouvé sur place des moyens de gagner des rémunérations importantes, qui s'avèrent les plus dynamiques dans leurs activités économiques, aussi bien agricoles que commerciales ou techniques. Ce sont les représentants de la nouvelle bourgeoisie rurale en formation. Remarquons que certains individus traditionnellement riches ont conservé et même accentuent leur importance par la conquête et la conservation du pouvoir politique ou administratif (acquisition qui leur est d'ailleurs facilitée du fait de leur richesse); quant à la couche récente qui est venue s'ajouter à cette bourgeoisie reconvertie, elle est issue des regroupements fonciers, c'est-à-dire des aléas démographiques ou migratoires.

Mais l'aléa migratoire peut devenir un élément organisé : nous croyons en voir la preuve dans le cas G qui fait partie des riches traditionnels. La division foncière n'est pas intervenue ici parce que depuis une génération et sans doute plusieurs, la terre reste entre les mains d'un seul enfant, tandis que les autres vont travailler par exemple dans les magasins que la famille possède à la ville. Il y a des chances - mais nous n'avons pu le vérifier - pour que ces magasins ou les divers postes de responsabilité dans ces magasins ou toute autre activité urbaine soient devenus transmissibles par voie d'héritage, au même titre et en concurrence avec la terre familiale (le métayage se trouve alors restreint). Dans ce dernier cas, l'exploitation agricole est moderne, mais il n'est pas sûr qu'elle recherche l'accumulation foncière. Le dynamisme est moindre que dans les cas précédents. Peut-être parce que le facteur démographique y est maîtrisé, alors qu'il pousse à un équilibre toujours supérieur les «nouveaux riches» et les «riches de toujours» qui sont restés sur place.

Que peut nous apprendre la typologie précédente en ce qui concerne la vulgarisation de la mise en valeur des collines ?

Il est maintenant nécessaire de décrire succinctement les objectifs et les contraintes de ce projet (1).

Pour pallier le déséquilibre population-ressources sur les Hauts Plateaux Centraux, il est apparu nécessaire de mettre en valeur les collines de cette région. Cela implique un redressement de la fertilité des sols par application d'une fumure de fond au départ, et d'une fumure d'entretien annuelle. Devant le coût prohibitif de l'emploi exclusif d'engrais minéraux, un complexe fumure minérale-fumure organique a été mis au point. D'où la nécessité de disposer de fonds monétaires suffisants

(1) Pour plus de détails on se reportera à notre rapport : «Les effets d'une action de vulgarisation dans une communauté villageoise en destructuration. L'opération Productivité-Riz et le projet «tanety» de mise en valeur des collines à Antanimasaka (Manjakandriana)». Rapport provisoire - O.R.S.T.O.M. 1971 (119 p. - 69 p.).

et d'un cheptel (bovin) adéquat. Ainsi a-t-on rendu abordable aux éleveurs, le Secteur Modernisé de Cultures Sèches (S.M.C.S.) de 60 ares qui fut orienté principalement vers la spécialisation élevage.

Il est évident que les cas marginaux envisagés en dernier lieu sont les plus indiqués pour suivre le «*projet-tanety*». Ils font partie des exploitants les plus dynamiques et ont les moyens d'appliquer la nouvelle méthode. Chez eux d'ailleurs, l'élevage est devenue une activité parallèle et purement commerciale. Il ne devrait pas y avoir de difficulté pour la transformer en activité complémentaire de l'agriculture. Ces marginalités se constituent d'ailleurs en un groupe plus ou moins cohérent. Marginalité n'est pas ici synonyme d'exception.

Mais nous devons aller au-delà de ce groupe puisque le «*projet-tanety*» est une vulgarisation de masse. Quelle peut être l'attitude des quatre autres groupes devant cette opération ?

Les travaux de la section Agronomie de l'O.R.S.T.O.M. (1) montrent, en ce qui concerne les temps de travaux, que les exploitants ayant opté pour le S.M.C.S. connaissent de ce fait des temps de travaux soit inférieurs (d'environ 50 %) à ceux des cultures traditionnelles, soit supérieurs (50 %).

En effet, si les sous-groupes marginaux F et G ont pu parfois commencer à pratiquer des cultures de rapport (choux par exemple) et saisissent de ce fait l'occasion qui leur est fournie par l'U.R.E.R. de se procurer sur une surface donnée des revenus aussi importants en n'acquérant qu'une force de travail moindre, par contre c'est l'inverse qui se vérifie lorsque la moyenne de 60-65 ares de cultures de collines n'est pas représentative de l'ensemble. Il est dès lors possible que pour les pratiquants éventuels des groupes II et IV, la nouvelle méthode se traduise par un surplus de travail à fournir.

Dans ces conditions, on peut dire que pour le groupe II, l'intensification et l'extension des cultures de collines ne sont pas nécessaires : la soudure est courte ou inexistante; intensification et extension sont impossibles à mener à bien par la seule utilisation de la force de travail familiale, mais possibles par la disposition de moyens monétaires permettant d'acheter une force de travail salariée.

Pour le groupe IV (et le groupe III (2)), l'intensification et l'extension des cultures de collines seraient absolument nécessaires (la soudure a tendance à s'aggraver); d'autre part intensification et extension seraient possibles du point de vue de la force de travail disponible (entraide), mais impossibles du fait de la faiblesse des

- (1) HUYNH-VAN-NHAN et VICARIOT F. : Suivi agro-économique de 53 exploitations de l'U.R.E.R. de Tananarive : Résultats de la campagne 1969-1970 (O.R.S.T.O.M.-M.A.E.R., 1970) - Annexe III : Premières observations techniques et économiques sur les S.M.C.S.
- (2) Le groupe III peut être rattaché à IV. Il n'y a pas entre eux de différence significative sur ce problème.

moyens monétaires : les familles ne peuvent se permettre d'immobiliser des sommes monétaires et une force de travail relativement importantes sur des terres qui ne produiront et rapporteront qu'au bout d'un certain délai.

Ainsi en ce domaine des cultures sèches, les possibilités sont liées à la non-nécessité, ou au contraire la nécessité est liée à la non-possibilité : il n'y a pas d'incitation à la réalisation.

Les agents de l'U.R.E.R. sont d'ailleurs conscients de cette contradiction. Pour y remédier, on a institué le crédit-riz pour embaucher des salariés : il est obligatoire et doit intervenir préalablement au crédit pour la mise en culture des collines sous la forme du S.M.C.S. Cela veut dire qu'il est parfaitement clair que chez les familles susceptibles de suivre le projet, la force de travail disponible est insuffisante. C'est le cas du groupe II qui peut accepter le crédit et à qui on peut en accorder.

Mais les adhésions du groupe des marginaux et du groupe II ne suffiront pas à rendre massive «l'opération tanety». Il ne faut pas oublier en effet que la plus large fraction de la paysannerie se répartit entre les groupes III et IV, groupes ni assez solvables pour qu'on leur accorde le crédit, ni assez confiants pour le demander.

C'est ainsi (1) que l'U.R.E.R. va essayer de susciter une mise en culture des collines (en S.M.C.S.) sous la forme de l'entraide traditionnelle. Il s'agirait de regrouper des parcelles dispersées et appartenant à diverses familles, afin de constituer des secteurs de 30 ou 60 ares. Sur ces regroupements, on pratiquerait le *valin-tànana* (entraide-échange de travail). Ce serait en quelque sorte un début de coopération de production dans la sphère marchande. Mais il nous semble qu'il y a là une sous-estimation de l'importance des conflits internes à la communauté villageoise et aux groupes qui la composent.

Et si, comme nous venons de le voir, les responsables de l'action U.R.E.R. ont perçu avec lucidité et clairvoyance certains problèmes auxquels ils risquaient de se heurter, ils ne pouvaient se donner les moyens de les résoudre, dans la mesure où ces solutions négligeaient un aspect fondamental des communautés villageoises : celui des contradictions nées de la pénétration et de la consolidation des rapports marchands; ces contradictions apparaissent comme les nécessités dissolvantes de l'ancien mode de production. Mais le caractère particulier du mode de pénétration des rapports explique l'ambiguïté de ces contradictions. Elles dissolvent l'ancien système mais bloquent le développement du nouveau (2).

(1) Nous n'avons pas trouvé cette information dans les rapports et documents. Elle nous a été donnée par les responsables de l'action sur le terrain.

(2) Sans doute faut-il dire que l'ambiguïté vient du fait que ces communautés villageoises se trouvent dans une phase transitoire, et la résolution des contradictions n'y est pas encore intervenue.

Pour soutenir cette proposition, nous procéderons à une analyse à trois niveaux :

- D'une part l'analyse de la transformation de certains rapports de production.
- D'autre part une tentative d'analyse de la structure idéologique qui se construit sur la base de cette transformation.
- Enfin, une ébauche d'analyse des relations qui s'établissent entre pouvoir politique et pouvoir économique au niveau villageois.

1 - LE PASSAGE DES FORMES D'ENTRAIDE AU SALARIAT

Nous avons déjà vu comment l'entraide-échange de travail (*valin-tànana*) avait été conservée à l'intérieur de certains groupes, ayant fait place au salariat entre groupes. Essayons de retracer l'évolution qui a conduit à cette situation.

L'entraide existe entre parents ou entre voisins. Et une forme d'entraide peut prendre l'apparence du salariat. Une semaine on repique quelque part comme salarié, et la semaine suivante, il est temps de repiquer chez soi, et pour cela, on emploie des salariés. L'interprétation de ces indications nous permet de voir qu'il y a là une sorte d'échange de travail qui passe par la médiation de l'argent, lequel permet d'élargir la sphère de cet échange (1). En effet l'entraide traditionnelle, le *valin-tànana* postule que tous les participants n'ont pas le même travail à faire le même jour. Or, on sait que les techniques culturelles vulgarisées impliquent la prise en compte de dates très précises pour certaines opérations bien déterminées. Ainsi les participants à l'entraide pourraient ne pas être tous libres au moment où l'un des membres fait appel à eux; le salariat accroît dans de très fortes proportions le nombre de postulants, et il donne la possibilité à chaque individu de se procurer de l'argent lorsqu'il en a besoin. Bien sûr, ce besoin d'argent est destiné à ériger le salariat en système, mais il faut remarquer que l'argent a transformé l'ancien échange de travail. La question que l'on peut alors se poser est la suivante : l'argent a-t-il désagrégé la structure traditionnelle de l'entraide, ou bien l'ancienne structure de l'entraide, retranscrite dans les rapports de salariat, a-t-elle réussi à rendre ceux-ci inoffensifs, à annihiler la puissance de désagrégation de l'argent ?

En effet, par ce circuit, l'argent reste dans une sphère bien déterminée, et finalement sa puissance d'achat est réduite au minimum, car à la limite, il circule continuellement, constituant l'équivalent de services rendus, ne s'arrêtant définitivement ou complètement entre aucune main.

Quant au *findramana*, il sert à procurer du prestige à celui qui fait appel à l'entraide (ce sont souvent des gens assez pauvres qui répondent à cet appel, car cela leur permet de bien manger), mais il apparaît qu'en plus de ce rôle idéologique, cette

(1) Il s'agit ici de l'entraide à l'intérieur du groupe qui a tendance à la maintenir en tant que telle, mais qui peut la monétariser en cas de nécessité.

forme d'entraide joue également un rôle objectif nécessaire. Dans la mesure où il faut avoir du prestige pour y faire appel, et que celui-ci est plus ou moins lié à l'ancienneté, ce sont donc des gens assez âgés qui pratiquent le *findramana*, c'est-à-dire des gens que l'âge rend incapables de rendre le travail fourni par le *valin-tànana*. On peut estimer de plus que le *findramana* opère une certaine redistribution (mais cela est certainement moins net de nos jours).

Il semble, d'après les explications qui nous furent données, que l'entraide a vécu en raison des départs à l'extérieur. On peut remarquer que cette explication n'est pas forcément en contradiction avec une autre explication selon laquelle les gens riches se sont mis à employer des salariés, et qu'en conséquence les plus pauvres ont dû s'y mettre aussi. Il n'y a pas de contradiction, mais simplement l'explication des deux phases de l'évolution de cette forme d'entraide.

L'économie monétaire a permis aux paysans les plus riches de se libérer de l'entraide-échange de travail qui représente un avantage relatif plus important pour les familles modestes. De plus, pour les riches, le *valin-tànana* ne suffit pas à leur permettre de couvrir toute la superficie de leurs terres (remarquons qu'alors le *findramana* peut intervenir); or, le *valin-tànana* implique pour eux le sacrifice de plusieurs journées de travail qu'il peut être difficile de récupérer à temps. Du fait de l'importance de leur exploitation, ils peuvent commercialiser une partie de leur surplus, en aidant par exemple les plus pauvres à passer la période de soudure, c'est-à-dire en se faisant usurier, ce qui leur permet d'embaucher des salariés, et le salariat en vient vite à les dégager de l'obligation du *valin-tànana*.

Le *findramana* tombe alors lui aussi en désuétude, car le *valin-tànana* devient plus lourd pour ceux qui continuent à l'utiliser; or, ce sont les mêmes individus qui répondaient au *findramana*. Comme il n'y a que peu de différence entre ce *findramana* et le salariat (sauf peut-être lorsqu'on essaie de rogner sur le repas), il est peu à peu abandonné.

Pour ceux qui continuent à pratiquer le *valin-tànana*, l'introduction dans l'économie monétaire ne peut prendre que la forme de la contrainte. Les besoins monétaires peuvent les pousser plus avant dans les bras de l'usurier; mais alors la soudure devient de moins en moins supportable au fil des ans, et tôt ou tard, ils doivent partir à la recherche d'un travail à l'extérieur. Le *valin-tànana* a alors vécu, sauf peut-être pour les femmes qui restent au village et continuent à le pratiquer.

En résumé, l'accumulation permise à certains par l'économie monétaire, transforme ces individus en les seuls détenteurs de l'argent devenu nécessaire; les plus pauvres en deviennent économiquement dépendants et sont obligés de s'expatrier vers la ville; la société traditionnelle, devenue chancelante, s'écroule alors.

2 - LES MANIFESTATIONS IDEOLOGIQUES DE LA TRANSFORMATION DES RAPPORTS DE PRODUCTION

Les remarques qui précèdent peuvent se résumer ainsi : une couche sociale composée des groupes I et II et du groupe des «*marginiaux*» se caractérise par l'utilisation prédominante du salariat pour les travaux agricoles.

Une seconde couche sociale composée des groupes III et IV maintient en son sein des relations d'entraide dans le travail, entraide qui - nous venons de le voir - peut prendre la forme du salariat neutralisé. C'est dans cette seconde couche qu'est recrutée la main-d'œuvre salariée par la première couche.

Or, la réalité villageoise actuelle se caractérise par une situation conflictuelle généralisée. Nous devons constater maintenant que les origines et le rôle objectif de ces conflits donnent lieu à des interprétations différentes selon la couche sociale envisagée.

Dans les deux cas, il s'agit de manifestations de l'individualisme qui tend à se généraliser; dans les deux cas, ces conflits tendant à maintenir les individus dans les limites de leur classe sociale. Mais, alors que cette situation contribue à assurer la force de la couche des paysans riches, elle consacre la faiblesse de la couche des paysans pauvres.

Examinons ces deux couches tout à tour, à travers des exemples significatifs.

- Les paysans riches :

La famille H est composée de trois familles restreintes, celle des parents et celles des deux fils mariés. La mésentente a pour origine le conflit entre les deux belles filles. Voici comment il nous fut révélé : ayant participé au battage du riz dans cette famille, nous nous aperçûmes que l'un des fils travaillait seul avec sa femme, sous l'œil indifférent de l'autre fils et du père.

Ce n'est que pour le père que les deux fils peuvent se retrouver dans un travail collectif. Le vieux père, lui, est obligé de travailler un jour pour le premier fils, le lendemain pour le second. Pourtant, les trois membres de la famille ont bien essayé de garder intacte «l'unité familiale». Quoique mariés, les deux fils continuèrent à habiter la même maison que leurs vieux parents, puis construisirent une maison commune, contiguë à celle du père.

L'origine du conflit nous fut rapportée ainsi : «Malgré cette cohabitation, l'union entre les trois familles n'est qu'apparente, parce que les deux belles filles ne s'entendent pas bien. Cette discorde viendrait d'un mariage manqué entre la sœur de Justine, la femme du premier fils, et un fils de la deuxième femme du vieux H, lequel fils n'a pas pu déjà épouser la sœur de Georgette, femme du second fils, à cause de jalousie de Justine. Depuis cet événement, Justine se montre mécontente et elle se venge sur Georgette. Celle-là veut dominer dans la grande famille parce

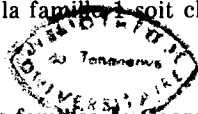
qu'elle se croit supérieure à Georgette, à cause de la richesse de ses oncles (qui ont des fonctions administratives et commerciales importantes). Mais en fait Georgette appartient à la famille I qui est également une famille riche». Finalement, le conflit est porté sur le terrain des actes : «une rivalité commence à régner entre les deux jeunes couples qui veulent, chacun, mettre du plancher dans leur nouvelle chambre».

Le vieux H quant à lui est un homme très riche. Il dispose encore d'une surface de rizières égale à 20 repiqueuses, bien qu'ayant déjà procédé au partage : chacun de ses fils a des rizières de 10 repiqueuses:

Le diagramme 1 ci-contre nous permettra de comprendre plus facilement de quoi il retourne.

On peut se demander si nous n'avons pas là un exemple de «*lova tsy mifindra*» - mariage qui ne se disperse pas (l'héritage). Traditionnellement, on désigne par là des mariages à l'intérieur d'un même lignage. Cependant, il est à peu près certain que les trois familles concernées appartiennent à des lignages différents.

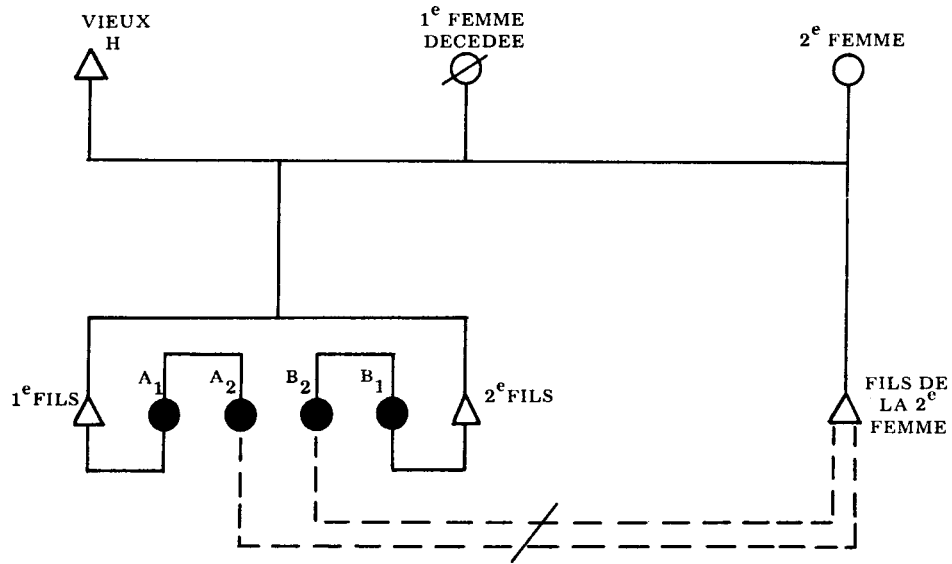
Mais qu'il s'agisse d'un même lignage ou de plusieurs, on peut faire l'hypothèse suivante : l'individualisation croissante au niveau des familles restreintes (conséquence de l'introduction dans l'économie marchande ?) déplace la stratégie du «*lova tsy mifindra*» du lignage vers la «*fianakaviana*» (famille restreinte). Dès lors, cette stratégie peut être entreprise par une famille 1 pour s'introduire dans une famille 2, riche ou/et influente. La famille 1 n'a des chances de parvenir à ses fins que si le niveau social ou économique est à peu près égal. Elle peut être entreprise par la famille 2 vis-à-vis d'une famille 1, pour éviter la dispersion. Dans ce dernier cas, il y a des chances évidemment pour que la famille 1 soit choisie par 2 selon un critère de richesse ou/et d'influence.



Il est à peu près certain que les familles de Georgette et de Justine avaient dès le mariage de leur première fille, des visées de ce genre, et comptaient marier leurs autres filles avec les fils du vieux H.

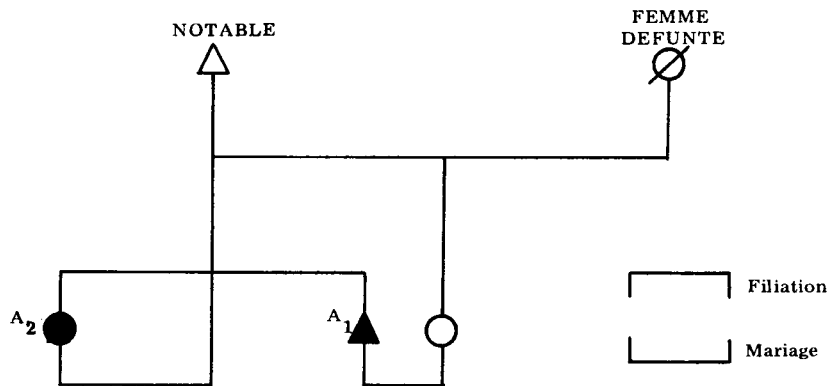
On comprend alors que la rivalité des deux belles-filles, qui traduit en fait la rivalité de leurs familles respectives, se situe au niveau de la différenciation sociale et économique.

Examinons enfin un autre cas : celui de ce notable exerçant des fonctions administratives importantes (cf. graphique 2 ci-contre) qui suscite le dépit de tout le village en pratiquant un «*lova tsy mifindra*» avec des étrangers au village (- qui n'appartiennent même pas aux quatre lignages de la communauté villageoise). Sa stratégie d'accumulation l'a poussé à faire un mariage «*lova tsy mifindra*». Ayant marié sa fille à un jeune homme, il a décidé d'épouser la soeur de cet homme c'est-à-dire sa belle fille. «Il épouse sa fille» dit-on au village. Mais ce qu'on lui



GRAPHIQUE I

Le «fils de H s'est marié avec Justine (A₁). Le second fils avec Georgette (B₁). Un premier mariage entre le fils de la 2e femme de H et B₂, soeur de B₁ a échoué à cause de A₁. Un second mariage entre ce fils et A₂, soeur de A₁, a également échoué à cause de B₁.



GRAPHIQUE II

La fille du notable s'est mariée avec A₁, non originaire de la région.
Le notable a épousé par la suite A₂, soeur de A₁.

reproche par-dessus tout, c'est de ne pas avoir fait un «*famadihana*» (1) pour demander la bénédiction de sa femme défunte.

L'homme avait déjà fait un *famadihana* l'année précédente et ne se sentait pas suffisamment en fonds pour en refaire un autre cette année. (La suite révéla qu'il avait en fait prévu une autre utilisation pour son argent : l'achat d'un taxi-brousse).

Le résultat est que tout le village est atterré par ce manquement à la loi des Ancêtres. L'homme se retrouve isolé; et tout le monde dit qu'il risque d'y perdre ses fonctions. Les villageois le fuient, et même ceux avec lesquels il entretenait des relations non conflictuelles se séparent de lui.

Ces deux cas sont des signes révélateurs de la naissance d'une certaine stratification sociale. On peut ainsi constater l'émergence d'une certaine conscience de classe qui tendrait à maintenir les individus dans leur classe d'origine, en tirant argument soit dans l'idéologie du système marchand dans le cas d'un lignage ou d'une communauté de lignages alliés (cas de la famille H qui donne une signification économique au conflit), soit dans l'idéologie traditionnelle dans le cas de lignages non alliés (cas du notable dont le conflit avec le village a une signification dans l'idéologie traditionnelle). Cette dernière contrainte traditionnelle, si elle avait été efficace, aurait eu pour effet de ramener les protagonistes dans le système idéologique moderne (2).

Le déplacement du «mariage qui ne disperse pas» et son extension actuelle traduit, nous semble-t-il, une transformation de l'endogamie lignagère (ou de l'endogamie entre lignages alliés) en une endogamie de classe (mariage entre familles de même niveau économique et social).

- Les paysans pauvres :

Les conflits internes à cette couche sont d'un autre ordre (3). Ils se situent à l'intérieur de la relation jeunes-vieux.

Dans la couche des paysans riches, la cohésion entre jeunes et vieux peut être maintenue par l'entrée dans le groupe I de la deuxième génération du groupe II. Ces deux groupes peuvent cohabiter paisiblement dans la mesure où leurs intérêts ne sont pas contradictoires.

(1) Cérémonie de retournement des morts.

(2) A titre secondaire, nous pouvons remarquer ici que l'étude généalogique peut être beaucoup plus qu'un simple jeu ésotérique réservé aux ethnologues. Des généalogies très détaillées peuvent montrer la mutation du «mariage qui ne disperse pas», et le développement contemporain de ce type de mariage.

(3) Cela ne préjuge évidemment pas de l'existence de conflits du premier type dans cette deuxième couche, comme d'ailleurs de l'existence de conflits du deuxième type dans la première couche. Dans ces cas-là, il s'agit de conflits secondaires non déterminants.

Dans la couche des paysans pauvres au contraire, les intérêts des groupes III et IV sont le plus souvent contradictoires.

En effet, les Anciens du groupe III ont besoin des jeunes du groupe IV pour satisfaire leurs propres besoins monétaires. Leur âge leur interdit en effet la possibilité de trouver un travail rémunéré en argent.

Par contre, les jeunes n'ont pas un besoin aussi pressant en ce qui concerne les cultures vivrières, d'autant plus que la tendance est à la diminution de la production familiale (en raison de la division foncière) : l'argent permet de se procurer de la nourriture, alors que les cultures vivrières ne donnent pas accès à l'argent.

La division du travail qui s'était établie entre III et IV (force de travail destinée à l'autosubsistance, et force de travail destinée à la quête de l'argent) est une réalité contradictoire. Certes une division du travail semblable existe dans la couche des paysans riches; mais elle est dynamique, car débouchant sur une accumulation foncière ou monétaire.

La couche des paysans pauvres est la future classe des paysans sans terre, salariés agricoles itinérants ou chômeurs. La couche des paysans riches est la future classe de la bourgeoisie rurale.

Il s'agit maintenant d'approfondir la question du dynamisme de cette bourgeoisie rurale.

3 - RELATIONS ENTRE POUVOIR POLITIQUE ET POUVOIR ECONOMIQUE AU NIVEAU VILLAGEOIS

C'est à partir d'une analyse des cérémonies traditionnelles et des diverses occasions d'ostentation, que nous voudrions montrer que ces phénomènes ne constituent pas des « blocages socio-culturels » mais sont une condition de la reproduction idéologique et politique des groupes I et II (ainsi que les marginaux) en tant que proto-classe en gestation.

Les fêtes de retournement des morts (ou « *famadihana* ») connaissent en effet une importance renouvelée par l'argent (1).

L'église catholique et les églises protestantes se résignèrent à accepter de telles manifestations lorsqu'elles se rendirent compte qu'il était vain de lutter contre.

(1) On pourra lire à ce sujet la thèse de troisième cycle de RAJAOSON : Contribution à l'étude du *famadihana* sur les Hauts Plateaux de Madagascar (Paris, 1969).

La nouvelle idéologie lutte par contre avec tenacité contre l'improductivité de telles dépenses, qui peuvent être considérables. Le *famadihana* auquel nous avons assisté a donné lieu à :

- l'abattage de 4 bœufs et 2 porcs : 150.000 FMG environ;
- surtout, la construction d'un tombeau évalué à environ 500.000 FMG.

Pourtant, il ne constituait pas une exception. Ces frais étaient répartis entre trois grandes familles : les contributions individuelles étant ainsi allégées. Les contributions des invités (entre 50 et 100 FMG) ne peuvent permettre, malgré leur nombre (près de 2.000 personnes), de transformer la cérémonie en une affaire commerciale.

Que ce mode particulier de consommation et de redistribution, à travers le culte des Ancêtres, soit devenu, comme d'autres structures de l'ancienne société (le *findramana*, entraide-don de travail, par exemple), un moyen d'accumulation monétaire, c'est une proposition difficilement soutenable. Certes le remplacement des dons en nature (destinés à être consommés sur place) par des dons en argent, dont on ne peut estimer l'équivalent-nature fourni par l'organisateur de la cérémonie, laisse le champ libre à de telles interprétations.

Ce n'est pas sur ce point que nous voudrions insister : Plutôt, le *famadihana*, qui conserve son rôle d'affirmation de la cohésion familiale et sociale, en se monétarisant devient un vecteur supplémentaire de la destructuration. L'organisation d'une telle cérémonie réclame désormais une accumulation monétaire préalable.

Si jusqu'à une certaine période, l'évacuation de l'argent à travers cette structure, a pu accentuer la vacuité des rapports monétaires en assurant leur neutralisation, il n'en est plus de même aujourd'hui où le rôle objectif de cette cérémonie est juste l'inverse. Qu'on puisse parler d'affaire commerciale à ce propos, est déjà un indice significatif. On peut dire en tout cas que le *famadihana* constitue désormais une contrainte supplémentaire poussant à la recherche de l'argent.

Or, remarquons que cette contrainte est d'autant plus efficace à permettre la consolidation des rapports marchands, qu'elle est en fait une référence à l'ancienne idéologie. Il est dès lors hasardeux de parler d'improductivité de telles dépenses, dans la mesure où nous pensons que ces dépenses sont devenues un élément de la reproduction idéologique et politique de la nouvelle bourgeoisie rurale .

Car les membres de cette bourgeoisie ne sont pas des entrepreneurs à la recherche de profits. Du moins ne le sont-ils pas encore. Leur profit est purement idéologique et politique. Que le système ait besoin, dans l'avenir, et pour assurer sa reproduction élargie, d'en faire des entrepreneurs dynamiques, c'est certain. Mais nous n'en sommes, pour l'instant, qu'au stade de la reproduction simple, stade auquel l'accumulation monétaire due au *famadihana* n'existerait pas sans cette institution.

Et si nous avons pu dire que le *famadihana* représentait un «profit idéologique et politique», c'est parce que nous pensons que cette affirmation de la collectivité

est devenue aussi une affirmation individuelle. Car l'ostentation existe : elle est le signe de la concurrence entre notables cherchant à acquérir ou à garder un certain pouvoir dans la sphère de la superstructure idéologique et politique. Et cette acquisition ou ce maintien exige également l'acquisition d'un pouvoir économique.

Dans le même ordre d'idées, les religions importées qui sont fortement implantées sur les Hauts Plateaux donnent une large place à ces phénomènes ostentatoires et concurrentiels.

Les diverses quêtes qui sont faites lors des offices sont pour les notables l'occasion de montrer leur pouvoir. Les dons sont nominatifs et les résultats en sont proclamés bien haut devant toute la communauté des croyants. Chaque individu possède d'ailleurs un carnet sur lequel sont marquées ses contributions monétaires et matérielles aux œuvres et quêtes de l'église.

Dans la mesure où ils se retrouvent sur l'ensemble des Hauts Plateaux malgaches avec une plus ou moins grande ampleur (1), ces phénomènes peuvent être interprétés de la manière suivante :

Le pouvoir local - politique ou idéologique - étant de type ostentatoire ou démonstratif, il se crée, s'affirme et se reproduit à travers les circuits cérémoniels. Car il remet en cause un pouvoir traditionnel fondé sur le prestige social et doit donc lutter sur le même terrain que lui.

La monétarisation des circuits cérémoniels rend nécessaire l'accumulation de richesses. Mais cette accumulation reste improductive, du point de vue de la rationalité du système marchand.

Car dans une première phase, l'aspect ostentatoire est principal pour la conquête du pouvoir; l'aspect productif étant secondaire : le pouvoir ne trouve pas sa fin dans le maintien et la reproduction de rapports sociaux déjà existants, mais dans la destruction des anciens rapports d'abord et dans la production des nouveaux rapports ensuite.

Au-delà de ce stade transitoire, lorsque ce nouveau type de pouvoir sera fermement établi, l'accumulation d'un capital productif deviendra possible et même nécessaire.

(1) Cf. RAJAOSON : op. cit.

Nous voyons mieux désormais quelles sont les tendances de la société villageoise.

En rester au premier stade de l'analyse, à savoir la structure économique et sociale, c'eût été appréhender certaines contradictions internes à la société, certes, mais sans en percevoir les tendances latentes objectives. C'est par le recours à la sphère idéologique que nous avons pu connaître la dialectique du politique et de l'économique, ainsi que celle des deux classes en formation.

En effet, le premier moment de notre analyse (infrastructure économique) nous permet de faire des hypothèses quant à l'évolution à venir de cette structure. A ce niveau, les hommes sont soumis à l'Histoire (conçue comme action de facteurs exogènes : démographie et pénétration de l'économie monétaire). Sur la mutation de l'infrastructure économique qui en résulte, va s'édifier une superstructure idéologique; et les voies d'évolution prévues en première approche, vont être détournées. Le second moment (idéologique) de notre analyse nous permet d'appréhender le phénomène de concentration accélérée de la richesse et du pouvoir, corrélativement à une paupérisation croissante.

Mais les hommes ne peuvent faire leur propre Histoire sans prendre en compte leur passé : ce que l'on appelle les « blocages socio-culturels » représente seulement une phase de l'accumulation primitive. C'est ce que nous avons voulu montrer dans le troisième moment de notre analyse.

Or, seule la monographie villageoise, qui se traduit par une présence de longue durée sur le terrain, est capable de nous fournir les matériaux de cette analyse : conflits, actes et événements quotidiens, avec l'interprétation idéologique de ce vécu par les villageois eux-mêmes.

L'étude monographique est finalement le complément indispensable de l'étude régionale large, car elle permet d'orienter les interprétations des données globales, et leur relativisation.